

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 04/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS D. SPIELMANN

20 rue des Frères Eberts
67100 STRASBOURG

Références : 1198/AD/AG
Code AIOT : 0006701198

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2023 dans l'établissement SAS D. SPIELMANN, implanté 20 rue des Frères Eberts 67100 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS D. SPIELMANN
- 20 rue des Frères Eberts 67100 Strasbourg
- Code AIOT : 0006701198
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPIELMANN est spécialisée dans le transit de métaux ferreux et non ferreux, de déchets industriels banals et de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Elle est autorisée à exploiter ses installations au titre de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008.

Elle relève du régime de l'enregistrement pour les rubriques suivantes :

- 2711 - Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de

déchets d'équipements électriques et électroniques (1 100 m³) ;
- 2713 - Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux (2 371 m³) ;
- 2716 - Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes (1 200 m³) ;
rubriques réglementées par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2711, 2713, 2714 ou 2716.

Elle relève également du régime de déclaration pour la rubrique 2710 - Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets (batteries usagées – 6,990t). Cette activité est réglementée par l'arrêté du 27 mars 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des déchets
- Rubrique 2710
- Sécurité et règles d'exploitation
- Rejet des eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
2	rubrique 2710 – seuil et régime	Code de l'environnement du 01/08/2023, Annexe 4 de l'article R511-9	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
5	rubrique 2710 - formations	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I point 3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Règles d'exploitation – zones de risques/ permis de feu	Arrêté Préfectoral du 27/06/2008, articles 14 et 15.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Déchets – acceptabilité/ collecte et stockage	Arrêté Préfectoral du 27/06/2008, articles 18.3 et 10.2	/	Sans objet
3	rubrique 2710 – déchets sortants	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I point 7.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
4	rubrique 2710 - implantation – aménagement	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I points 2.2, 2.4 et 2.5	/	Sans objet
6	Règles d'exploitation - substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 27/06/2008, article 15.7	/	Sans objet
8	Règles d'exploitation - consignes	Arrêté Préfectoral du 27/06/2008, article 15.7	/	Sans objet
9	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/06/2008, article 9.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités :

- Formations : la validité des formations spécifiques à la manipulation et au stockage des batteries est dépassée. Une mise à jour est nécessaire.

- Définition des zones de dangers : les zones de risque d'incendie et de risque d'explosion ne sont pas définies et ne sont pas signalées sur site.

- Défaut d'autorisation rubrique 2710 : compte tenu de la déclaration du 9 octobre 2020, la quantité de batteries usagées pouvant être stockées ne peut dépasser 7 tonnes. Lors de la visite, l'état des stocks du jour mentionnait une quantité de plus de 10 t pour ce type de déchet. Le seuil du régime de la déclaration est donc dépassé. Or, la société SPIELMANN ne dispose pas de l'autorisation environnementale lui permettant de stocker une telle quantité de batteries usagées. L'exploitant n'a d'ailleurs pas porté cette modification d'activité à la connaissance du préfet.

Le dépôt d'une demande d'autorisation est donc nécessaire pour régulariser cette activité.

Observation :

Il est attendu que l'exploitant communique, sans délai, les fiches de données de sécurité du fioul et du GNR stockés sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets – acceptabilité / collecte et stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2008, articles 18.3 et 10.2
Thèmes : Risques accidentels, acceptabilité/conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« 18.3 Déchets acceptés sur le site :</p> <p>Les déchets acceptés sur le site sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • métaux ferreux (chutes de fabrication, objets métalliques mis au rebut) : 6 000 t/an ; • métaux non ferreux (cuivre, bronze, laiton, aluminium, plomb doux, zinc, étain ...) : 4500 t/an, à l'exclusion du mercure ; • déchets industriels banals : gravats de démolition non souillés par des hydrocarbures et ne contenant pas d'amiante ; bois ; palettes ; cartons ; plastiques (1200 m³/semaine), stockés sous le hall 1 ; • déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) en transit : 100 tonnes/mois ; produits blancs à l'exclusion des réfrigérateurs, produits bruns (audiovisuel), produits gris (informatique et bureautique), stockés dans des bennes, stockés sous le bâtiment 2. <p>Les véhicules hors d'usage (VHU), les bidons métalliques fermés ou non vidés, les bouteilles de gaz ne seront pas acceptés. (...) »</p> <p>Article 10.2 - DÉCHETS - Collecte et stockage des déchets</p> <p>L'exploitant met en place, à l'intérieur de son établissement, une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déchets banals composés de papiers, bois, cartons ... non souillés doivent être valorisés ou traités comme les déchets ménagers et assimilés, • les déchets dangereux définis par le décret 2002-540 du 18 avril 2002, relatif à la classification des déchets qui doivent faire l'objet de traitement particulier. <p>Le stockage des déchets dans l'établissement, avant élimination, se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p> <p>Constats :</p> <p>18.3) Une consigne reprenant la liste des "produits interdits et produits indésirables" est affichée à l'accueil, à l'attention des clients qui apportent leurs déchets.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de réfrigérateur en transit sur une zone ne présentant pas de défaut manifeste d'étanchéité.</p> <p>Il convient de noter que, lors de la visite du 24 septembre 2015, l'inspection des installations classées a précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les réfrigérateurs pouvaient être acceptés uniquement en transit et s'ils étaient stockés sur zone étanche ; • les bouteilles de gaz vides étaient récupérées gratuitement par les vendeurs de bouteilles de gaz ou les conditionneurs ou par les distributeurs au niveau des points de vente. <p>Considérant qu'il est attendu que l'exploitant dépose un dossier au regard du défaut d'autorisation constaté lors de la visite (cf. point de contrôle suivant), ce point devra également être traité dans ce dossier.</p> <p>L'exploitant a présenté, à l'inspection, les registres numériques des déchets entrants et sortants de l'établissement ainsi que des bordereaux de suivi de déchets (cerfa + trackdéchets).</p> <p>Un état des stocks général établi à partir du registre des entrées et sorties du 28 juillet 2023 a été présenté aux inspecteurs, ainsi que l'état des stocks de batterie du jour. L'inspection n'a pas constaté d'irrégularité quant aux déchets acceptés sur site.</p> <p>10.2 Les déchets sont triés et des bennes permettent une collecte sélective par type de déchet. Elles sont entreposées soit sur des aires bétonnées, soit bitumées. Ces aires ne présentent pas de défaut manifeste d'étanchéité.</p> <p>Des plaques métalliques sont disposées sous la benne de batteries usagées, pour protéger la dalle en cas de fuite accidentelle de produit corrosif.</p>

Il n'a pas été constaté de signes de pollution apparente, ni d'odeur particulière au niveau des bennes de stockage dont les abords étaient visuellement bien entretenus.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : rubrique 2710 – seuil et régime

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2023, Annexe 4 de l'article R511-9
Thèmes : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 2710 : installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux :</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 7 t (A - 1)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC)</p> <p>2. Collecte de déchets non dangereux :</p> <p>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 300 m³ (E)</p> <p>b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³ (DC)</p>
<p>Constats :</p> <p>En date du 9 octobre 2020, l'exploitant a déclaré, à la préfecture, exercer une activité de collecte de déchets apportés par le producteur initial, relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710, la capacité de déchets susceptibles d'être présents sur site s'élevant à 6,990 t. Il s'agit, en l'occurrence, de batteries usagées <u>au plomb</u>.</p> <p>Lors de la visite, un état de ce stockage a été demandé à l'exploitant. Il apparaît que 10,109 t de batteries usagées sont présentes au sein des installations le jour de la visite.</p> <p>De plus, deux bons d'enlèvements ont été présentés à l'inspection. Ceux-ci mentionnent des expéditions de 10,420 t de batteries usagées le 5 juillet 2023 et de 10,360 t le 4 mai 2023.</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présente sur site est donc supérieure à 7 t. Cette activité relève, dès lors, du régime de l'autorisation environnementale et non plus du régime déclaratif.</p> <p>Or, les installations exploitées par la société SPIELMANN ne disposent pas de l'autorisation requise pour le stockage d'une telle quantité de batteries usagées.</p> <p>L'exploitant n'a, par ailleurs, pas porté cette modification de seuil à la connaissance de la préfecture et n'a déposé aucune demande d'autorisation.</p> <p>L'inspection tient à rappeler qu'à défaut de disposer de l'autorisation requise, l'exploitant doit veiller à ne pas dépasser le seuil maximal permis au titre de la déclaration effectuée le 9 octobre 2020, soit une quantité inférieure à 7 t.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délai : 6 mois

N° 3 : rubrique 2710 – déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I point 7.6
Thèmes : Risques accidentels, Évacuation et traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : 7.6. Déchets sortants Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation. Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations ou agréments nécessaires.
Constats : L'exploitant a déclaré ne réceptionner <u>que des batteries au plomb</u> . Deux bons d'enlèvements, pour une benne contenant des "accumulateurs électriques remplis d'électrolyte liquide acide", ont été présentés à l'inspection : un en date du 4 mai 2023, l'autre le 5 juillet 2023. Les batteries sont expédiées vers une société dûment autorisée à les accueillir (à l'exception des batteries Cadmium Nickel, Ni Mh et Lithium-ion et Alcaline) qui se charge également de l'enlèvement.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : rubrique 2710 - implantation – aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I points 2.2, 2.4 et 2.5
Thèmes : Risques accidentels, Conformité des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.2. Locaux d'entreposage Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles. (...)</p> <p>2.4. Ventilation Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.</p> <p>2.5. Installations électriques Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988, relatif à la réglementation du travail ou par l'application des articles de la quatrième partie du code du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>2.2) Les batteries usagées sont stockées dans une benne ouverte dédiée. Cette benne est située dans un bâtiment couvert mais semi-ouvert (murs non pleins sur 3 côtés). Elle est stockée près d'une cloison ajourée (mur d'environ 3 m de haut et ajour d'environ 4 m avant la toiture). Il n'a pas été constaté la présence d'eau dans la benne, ni à ses abords. Toutefois, il est attendu que l'exploitant s'assure que cette benne reste abritée des intempéries, même en cas de conditions climatiques défavorables.</p> <p>2.4) Le bâtiment étant semi-ouvert, la ventilation s'opère de façon naturelle.</p> <p>2.5) Un contrôle périodique des installations électriques en date du 27 avril 2023 a été présenté. Il est à noter que les rapports font état de nombreuses non-conformités à la norme NF C 15-100, dont la plupart sont liées à l'ancienneté des installations électriques. Lors de la visite, l'inspection a vérifié, par sondage, l'effectivité de la remise en conformité de certaines anomalies pointées par les rapports de vérification des installations électriques. L'exploitant n'a pas pu présenter de suivi des conclusions des rapports et des actions correctives effectuées, mais a justifié de travaux électriques réalisés à l'aide de factures. De plus, l'inspection n'a pas constaté de défaut visible (par exemple : fils ou lampe à nu).</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : rubrique 2710 - formations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I point 3.5
Thèmes : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : 3.5. Formations L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent), appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.
Constats : L'exploitant a présenté des attestations de formation spécifique à la manipulation et au stockage des batteries, en date du 1 ^{er} octobre 2015, pour les 4 personnes travaillant au sein de l'entreprise : M. Eric STECK, M. René SIQUOIR, M. Jérôme SIQUOIR et M. Jérémie LUTZ . Cependant, la date de validité indiquée sur les attestations étant dépassée (2020), une mise à jour est nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 1 mois

N° 6 : Règles d'exploitation - substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2008, article 15.7
Thèmes : Risques accidentels, Substances dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Article 15.7 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Règles d'exploitation et consignes Toutes substances ou préparations dangereuses entrant dans -ou sortant de- l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications doivent être clairement apparentes. L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R 231-53 du Code du travail. (...)
Constats : L'exploitant a déclaré que les seules substances dangereuses détenues sur site sont du fioul et du GNR, pour lesquelles il ne dispose pas des fiches de données de sécurité. La cuve de liquide inflammable ne présente pas d'étiquetage ; néanmoins, le plan d'intervention présent à l'entrée de l'établissement mentionne bien l'emplacement de ces substances dangereuses. L'inspection reste en attente des fiches de données de sécurité de ces produits.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Règles d'exploitation – zones de risque /permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2008, articles 14 et 15.7
Thèmes : Risques accidentels, Zones de danger
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 14 - DÉFINITION DES ZONES DE DANGER</p> <p>L'exploitant détermine les zones de risque incendie et de risque explosion de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.</p> <p>Les zones de risque explosion sont constituées des volumes, dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées. Ces risques sont signalés sur le site aux abords des zones concernées.</p> <p>Article 15.7 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Règles d'exploitation et consignes</p> <p>(...) Dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles sont interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>14) L'exploitant a indiqué que la benne de ballons d'eau pour chaudière et la benne de batteries usagées constituaient des zones à risque incendie et/ou d'explosion. Toutefois, ces zones n'ont pas été reportées sur plan. De plus, ces risques ne sont pas signalés aux abords des zones concernées.</p> <p>15.7) Concernant le risque incendie, l'exploitant a déclaré ne pas réaliser de travaux générant des flammes ou étincelles. De ce fait, aucun permis de feu n'est délivré.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 1 mois

N° 8 : Règles d'exploitation - consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2008, article 15.7
Thèmes : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Article 15.7 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Règles d'exploitation et consignes (...) Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixent le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures ...). L'exploitant s'assure fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel. Il s'assure également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site. En particulier : <ul style="list-style-type: none">• Les installations présentant le plus de risques ont des consignes écrites, éventuellement affichées (...)• Toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, sont affichées.• Des mesures d'affichage signaleront l'interdiction de fumer. (...)
Constats : De consignes générales de sécurité sont affichées sur site (à l'accueil et dans le hall) à la vue du personnel et des personnes extérieures. Des consignes de sécurité en cas d'incendie et des panneaux d'interdiction de fumer sont répartis dans les différentes zone d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2008, article 9.3.2
Thèmes : Risques chroniques, Conditions de rejet des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : 9.3.2 - Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales Les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau public d'assainissement. Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé d'un séparateur combiné d'hydrocarbures/déshuileur de classe A, d'un débit de 10 l/seconde en sortie du réseau des eaux pluviales, permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l et une teneur en MEST inférieure à 30 mg/l.
Constats : Lors de la visite du 13 janvier 2020, l'inspection a constaté que le résultat d'analyses des rejets d'eaux pluviales mentionnait « une teneur en MES de 590 mg/L, soit 19 fois supérieure à la valeur limite d'émission (VLE) ». Le rapport d'inspection enjoignait l'exploitant à fournir les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et préciser les mesures prises pour remédier à cette situation. Or, aucun élément n'a été envoyé à l'inspection. Interrogé sur cette absence de communication, l'exploitant a indiqué s'être rapproché du prestataire chargé de réaliser les prélèvements et analyses. Deux rapports ont été présentés. Ils mentionnent les résultats suivants : - rapport du 17 novembre 2021 : MES à 15 mg/L ; - rapport du 20 octobre 2022 : MES inférieure à 2 mg/L ; Il apparaît que la teneur en MES est inférieure aux 30 mg/l fixé par l'arrêté préfectoral. L'exploitant justifie l'écart entre les valeurs de 2020 et celles des rapports de 2021 et 2022 par des variations, lors des prélèvements, des conditions météorologiques et des conditions d'exploitation (en fonction du dernier nettoyage des avaloirs par exemple).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet